



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Chalon-sur-Saône
1 rue Georges Feydeau
CS 20105
71321 Chalon-sur-saone Cedex

Lons-le-saunier, le 26/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRIERES BRESSE BOURGOGNE

Zone Portuaire Sud
71380 Épervans

Références : AC/MB/2025/C_67
Code AIOT : 0005400521

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2025 dans l'établissement CARRIERES BRESSE BOURGOGNE implanté Bottière - Terreau Barignot - L'Aubépin 71270 Pierre-de-Bresse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES BRESSE BOURGOGNE
- Bottière - Terreau Barignot - L'Aubépin 71270 Pierre-de-Bresse
- Code AIOT : 0005400521

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière alluvionnaire en eau exploitée par la société C2B selon l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 décembre 2012 pour une durée de 12 ans. Elle a fait l'objet d'une autorisation complémentaire de prolongation d'une durée de 2 années selon l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 janvier 2025 en raison d'un volume total de gisement autorisé à extraire non atteint.

Thèmes de l'inspection :

- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Contrairement à ce qui était prévu initialement, la thématique relative aux eaux souterraines n'a pas été abordée lors de cette inspection. Celle-ci sera abordée lors d'une prochaine inspection.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 26/12/2012, article 8.4.1	Demande d'action corrective	2 mois
3	Garanties financières	AP Complémentaire du 15/01/2025, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Quantités maximales de production annuelles autorisées	AP Complémentaire du 15/01/2025, article 3	Sans objet
4	Phasage d'exploitation	AP Complémentaire du 15/01/2025, article 5	Sans objet
5	Périmètre d'éloignement	Arrêté Préfectoral du 26/12/2012, article 1.5	Sans objet
6	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 26/12/2012, article 2.3.3	Sans objet
7	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 26/12/2012, article 2.6.2.1	Sans objet
8	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 26/12/2012, article 2.6.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans le cadre du contrôle, l'inspection relève principalement l'absence de constitution de garanties financières par l'exploitant au titre de l'arrêté préfectoral complémentaire prolongeant la durée d'autorisation de 2 ans. Un organisme bancaire a toutefois attesté par courrier à l'exploitant qu'il émettra un acte de caution du montant requis jusqu'à la fin de l'autorisation prolongée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2012, article 8.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adapté à sa superficie doit être établi chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage, • les bords de la fouille, • les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, • l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes, • les piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière, • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, • les zones de stockages de déchets inertes et terres non polluées provenant de l'activité • la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection. <p>Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier plan d'exploitation a été relevé le 10/12/2024 par un géomètre expert à l'échelle 1/2000.</p> <p>Le bornage des limites de la surface autorisée ne figurent pas sur ce plan.</p> <p>Non-conformité : absence des bornes matérialisant les limites de la surface autorisée de la carrière sur le dernier plan d'exploitation de 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les plans d'exploitation périodiques à venir doivent faire figurer les bornes (issues du procès-verbal de bornage) délimitant la limite de l'emprise autorisée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Quantités maximales de production annuelles autorisées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/01/2025, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Quantités maximales de production annuelles autorisées

Prescription contrôlée :

Les matériaux extraits sont des matériaux siliceux (sables et graviers). La quantité maximale totale de matériaux à extraire est de 2 645 000 tonnes (ou 1 470 000 m³ environ). La production brute maximale annuelle de matériaux extraits est limitée aux quantités suivantes :

Années	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Production brute maximale en tonnes	270 000	265 000	260 000	255 000	250 000	245 000

Années	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Production brute maximale en tonnes	240 000	235 000	230 000	225 000	170 000	170000	170000	0

La cote minimale d'extraction est de 167 m NGF. L'épaisseur maximum d'extraction est de 12 m (2,80 m de couverture et jusqu'à 9 m de gisement exploitable).

Constats :

Les volumes annuels de production de 2021 à 2024 sont inférieurs aux volumes annuels maximum autorisés (dégressifs).

La cote minimale à 170 m NGF selon le dernier plan d'exploitation de décembre 2024 se trouve dans la zone d'extraction en cours en partie sud.

L'épaisseur d'excavation est d'environ 9 mètres maximum par rapport au niveau du terrain naturel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/01/2025, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : Le montant des garanties financières pour la phase n° 3 (dernière phase s'achevant le 26 décembre 2026) est de 156 903 euros calculé avec le dernier indice TP01 connu de 129,1. Cette somme est à cautionner à compter de la date de notification du présent arrêté jusqu'au 26 décembre 2026.
Constats : La carrière ne dispose actuellement d'aucune garantie financière. L'exploitant détient une attestation d'une banque lui assurant de constituer une caution financière d'un montant de 156903 euros valable jusqu'à la fin de la durée d'autorisation prolongée. L'attestation date du 4 avril 2025. Non-conformité : absence de garanties financières suite à l'autorisation de prolongation de la durée d'autorisation de la carrière jusqu'au 26 décembre 2026.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Fournir l'acte de cautionnement bancaire au préfet et une copie à l'inspection dès réception.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Phasage d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/01/2025, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Phasage d'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitation se déroule suivant le plan en annexe 1 du présent arrêté en 3 phases principales successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation et ces modificatifs et conformément au tableau suivant :

Phase	Date prévisible de début de la phase	Surface mise en exploitation (m ²)	Volume brut à extraire (m ³)
1	2013	102327	590529
2	2018	87962	584376

3	2023	49090	294540
Total		239379	1470000

L'exploitation de la phase n+2 ne peut être engagée (extraction) que dans la mesure où les travaux de remise en état de la phase n sont achevés.

Constats :

L'exploitation se trouve dans la phase 3 (dernière phase). L'extraction s'effectue sur des surfaces autorisées situées en partie sud-ouest de l'emprise autorisée.

Les surfaces exploitées au cours des phases précédentes sont remises en état ou en cours de remise en état.

Selon les différentes données à disposition de l'inspection, le volume brut extrait au cours des phases 1 et 2 est d'environ 1 000 000 m³.

Le volume brut extrait au cours de la phase 3 jusqu'à mars 2025 est d'environ 317000 tonnes soit 158 000 m³ environ.

Le volume total de gisement autorisé restant à extraire serait d'environ 312 000 m³.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fournira son bilan d'extraction brute depuis le début de l'autorisation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Périmètre d'éloignement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2012, article 1.5

Thème(s) : Risques accidentels, Périmètre d'éloignement

Prescription contrôlée :

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Cette distance pourra être augmentée en tant que de besoin. En particulier, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas doit être arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Constats :

Les bords d'excavation ont un retrait d'au moins 10 mètres avec les limites du périmètre autorisé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2012, article 2.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Clôtures et barrières
Prescription contrôlée : L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation. Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux "chantier interdit au public" sont mis en place sur les voies d'accès. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit. Les retenues d'eau présentes sur le périmètre d'autorisation sont munies de panneaux signalant leur caractère dangereux (risques de noyade)
Constats : L'accès à la carrière est sécurisé par une clôture barbelée et des barrières. Des panneaux indiquent régulièrement l'interdiction d'entrer et le risque de noyade à proximité de la clôture.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2012, article 2.6.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Principes
Prescription contrôlée : Le phasage de la remise en état et l'état final des lieux affectés par les travaux doit correspondre aux dispositions de la demande et aux plans de remise en état annexés au présent arrêté. L'exploitant doit notifier l'achèvement de chaque phase de remise en état à la DREAL et justifier de la qualité de la remise en état à l'aide de documents probants (plans, photographies...).
Constats : Les plans d'exploitation dont l'inspection est destinataire, relevés par un géomètre expert, précisent les zones remises en état définitivement. En particulier les berges dans la moitié nord de la surface d'exploitation sont remises en état avec

des zones de hauts fond où la reprise de la végétation est constatée. L'île est en cours de remise en état.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2012, article 2.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En fin d'exploitation, le site doit être rendu conforme au plan joint au présent arrêté (annexe n°3). Les dispositions de remise en état comprennent, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la création d'un plan d'eau à vocation écologique et pédagogique ; • 3 roselières ; • zone Nord : roselière avec chenaux (1 ha) ; • zone Ouest : roselière avec anse (1,5 ha) et zone de haut-fond (0,2 à 0,3 ha) ; • zone Sud : roselière linéaire (370 m, 0,5 ha) et vasière (2 ha) ; • 1 île de surface d'environ 1 ha ; • 1 observatoire situé à l'Est.
<p>Constats :</p> <p>Les surfaces remise en état définitivement se situent principalement dans la moitié nord de la surface exploitable autorisée. Elles se composent de:</p> <ul style="list-style-type: none"> • plan d'eau, • berges remblayées ou brutes, • hauts fonds avec anses et cheneaux, • végétation de roseaux (reprise naturelle). <p>L'île est en cours de finalisation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite